

## AKTUELL

## VIDÉOSURVEILLANCE

# Si et seulement si

Luc Caregari

**Dans un avis sur la vidéosurveillance et la police, la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) épingle les manquements des projets de loi et appelle à un meilleur équilibre entre surveillance et action sur le terrain.**

Même en temps de confinement corona, la CCDH n'est pas muette. Dans un communiqué de presse faisant office de conférence de presse - pourvu de fichiers audio avec des interventions du président Gilbert Pregno et du juriste Max Mousel -, elle a présenté son avis sur le projet de loi 7498, réformant la loi sur la police grand-ducale. Celui-ci concerne la mise en place de plus de vidéosurveillance, bien au-delà de la capitale.

Un projet de loi nécessaire, car la vidéosurveillance effectuée par les forces de l'ordre n'était jusqu'ici pas encadrée par une loi. Le ministre de la Force publique, François Bausch, qui est passé de critique de la vidéosurveillance à un de ses défenseur, a donc enfin mis en place un cadre légal pour ce moyen de surveillance. Un fait que la CCDH salue d'ailleurs. La commission constate et répète aussi que la vidéosurveillance reste une ingérence dans la vie privée, qui affecte la protection des données personnelles et peut avoir des effets sur la liberté d'expression, voire donner lieu à des discriminations. Néanmoins, elle reconnaît aussi sa justification dans certains cas et sous certaines conditions. Celles-ci se résument en deux facteurs : la surveillance par caméras doit « être moins intrusive par rapport aux autres moyens et capable [d'atteindre] l'objet légitime poursuivi. Elle doit aussi être proportionnée, c'est-à-dire ne pas aller au-delà de sa finalité ».

## Enfin un cadre légal pour la vidéosurveillance.

Dans ce cadre, la CCDH regrette le manque d'études sur le sujet au Luxembourg et le fait que la police ne publie pas les statistiques sur l'efficacité de la vidéosurveillance. Cela permettrait en effet de quitter le terrain du ressenti dans cette discussion épineuse et complexe. Tant qu'il n'y a pas de chiffres précis, celles et ceux qui défendent la vidéosurveillance peuvent toujours évoquer le célèbre « sentiment de sécurité » de la population - qui pourtant en échange

abandonne des droits fondamentaux : les citoyen-ne-s qui ne sont pas d'accord doivent notamment aussi passer sous les lentilles des caméras.

Pourtant, le projet de loi projette d'aller plus loin et prévoit la possibilité d'utiliser des logiciels de « détection automatique de situations », qui pourraient même aller jusqu'à l'identification de personnes. Sur ce sujet, la CCDH exhorte le gouvernement à « bien encadrer cette technologie » et à veiller à ce que la loi interdise les programmes capables de reconnaissance faciale ou d'enregistrement de sons. Il ne faut tout de même pas tout importer de Chine...



©FRANK VINCENTZ

La CCDH recommande la prudence et la transparence, aussi en ce qui concerne l'enregistrement des données captées. Certes, c'est une bonne chose qu'elles soient détruites après deux mois ; encore faut-il mieux informer le public et rester transparent sur le stockage des données. Un domaine dans lequel la police grand-ducale ne profite de toute façon pas d'une avance de confiance de la part de la population.

Finalement, l'avis répète ce que les critiques de la vidéosurveillance prêchent depuis que la première caméra a été branchée au-dessus du parvis de la gare : la vidéosurveillance n'est pas la panacée contre la délinquance. Elle ne peut être utile que si elle est combinée avec d'autres mesures socioéconomiques qui combattent les racines du problème criminel, souvent la pauvreté ou l'addiction aux drogues. Ou pour le dire avec les mots de Gilbert Pregno : « Qui ne se préoccupe que de la sécurité et abandonne les libertés risque de perdre les deux. »

## SHORT NEWS

## Corona rettet Klima, oder?

(lm) - Die guten Nachrichten zuerst: Ja, die aufgrund der Corona-Epidemie verhängten Ausgangsbeschränkungen haben in China dazu geführt, dass in vielen Städten wieder blauer Himmel zu sehen ist. Die Luftqualität hat sich dementsprechend verbessert, ein Phänomen, das sich auch in anderen betroffenen Gebieten beobachten lässt. Und: Laut CarbonBrief.org hat sich der CO<sub>2</sub>-Ausstoß Chinas im vergangenen Monat um über ein Viertel verringert. Die schlechte Nachricht: Je nachdem welche Konjunkturmaßnahmen Beijing ergreift, wird - wie nach der Finanzkrise - der CO<sub>2</sub>-Ausstoß mittelfristig wieder stark steigen, wie BBC.com berichtet. Unter dem Eindruck massiver sozialer Not könnte die Regierung in der Tat versucht sein, statt selektiv vorzugehen, einfach alle Hebel in Bewegung zu setzen, um die Wirtschaft anzukurbeln. China dürfte in dieser Hinsicht zum ersten Testfall dafür werden, ob der Corona-Notstand den Klima-Notstand ins politische Abseits drängen kann. Ein weiterer Testfall wird die für November geplante COP26-Klimakonferenz sein. Sie soll in Glasgow stattfinden, doch die britische Regierung könnte sie frühzeitig absagen, schreibt der Guardian. Klimaschutz\*innen befürchten, dass der Prozess, höhere nationale CO<sub>2</sub>-Reduktionsziele zu erreichen, dadurch gefährdet würde. Angesichts der Verzögerungen der Vorbereitungen aufgrund der Corona-Epidemie gibt es auch Stimmen, die gegen eine Absage, aber für eine Verlegung plädieren.

## Obdachlose schützen

(tj) - Die am meisten Benachteiligten unserer Gesellschaft dürfen nicht vergessen werden - das verlangt ein Appell, den Médecins du Monde Anfang dieser Woche veröffentlichte. Neben generellen Maßnahmen zur Eindämmung der Corona-Epidemie seien auch solche nötig, die den spezifischen Bedürfnissen prekär lebender Menschen zugutekämen. Besonders um die Möglichkeiten zur Selbstisolation von Obdachlosen sorgt sich die NGO. Sie erinnert daran, dass 83 Prozent der Patient\*innen von Médecins du Monde kein festes Zuhause haben und 72 Prozent nicht krankenversichert sind. Aufgrund ihrer Lebenssituation erreichten Sensibilisierungskampagnen diese Menschen nicht und es sei ihnen unmöglich, die Empfehlungen zu respektieren. „All diese in Prekarität lebenden Menschen riskieren, noch viel stärker unter diesem Virus zu leiden als der Rest der Bevölkerung“, warnt Médecins du Monde. Angesichts dessen ruft die NGO zu allgemeiner Solidarität auf. Das Recht auf eine diskriminationsfreie Behandlung müsse garantiert werden. Nachtfoyers, Drogenschutzräume und Stämm von der Strooss ergreifen mittlerweile spezifische Schutzmaßnahmen - unter anderem die Wahrung ausreichender Abstände und die Schließung der Duschen -, um die Ansteckungsgefahr zu minimieren.

online

## Panique, menaces et violences

En cette première semaine de confinement et de télétravail, l'équipe du woxx n'a pas négligé son édition en ligne - tout au contraire : voici une sélection de quatre articles qui ont paru online cette semaine. Während dieser ersten Quarantäne- und Home-Office-Woche, hat das woxx-Team seinen Online-Auftritt nicht vernachlässigt - Im Gegenteil: hier eine Auswahl von vier Artikeln aus unserem Internet-Auftritt.

**Corona: Scheibchenweise in die Panik?** Wie die Regierung ihre Maßnahmen vorstellt, ist in der Sache gut, in der Form aber gefährlich. In einer Krisensituation kann man leicht das Vertrauen der Menschen verspielen. [woxx.eu/panikscheibe](http://woxx.eu/panikscheibe)

**Corona: Drehen am Panikrad** Ein Facebook-Appell, zuhause zu bleiben, liefert Gründe für vernünftiges Verhalten ... und für Panikreaktionen. Was an der Wortmeldung von zwei Ärzten gut gemeint, und was schlecht ausgedrückt war. [woxx.eu/panikrad](http://woxx.eu/panikrad)

**En Slovénie, le corona sert à attaquer des journalistes** Comme dans nombre d'autres États membres de l'Union européenne, le gouvernement d'extrême droite slovène a mis le pays en quarantaine - mais en installant un QG de crise plus qu'opaque. Gare à celles et ceux qui osent le mettre en question. [woxx.eu/coronavspresse](http://woxx.eu/coronavspresse)